

Participation politique informelle versus formelle

Cas du Bénin et de Madagascar

A. Ekoutiamé Ahlin

Nelly Rakoto-Tiana

Résumé

Contrairement aux pays développés, le contexte africain du comportement politique semble être différent. Les réunions communautaires et les discussions avec les autorités traditionnelles sont une réalité. Celles-ci peuvent être alors une autre forme de participation politique dite informelle, différente de la participation électorale et des discussions de la politique souvent évoquée dans la littérature. Analyser les déterminants de cette participation politique informelle constitue le premier objectif de ce papier, mais identifier les facteurs qui pourraient amener les individus dans ladite informelle à contacter aussi les représentants politiques au niveau local, est le deuxième objectif. Appliqués au cas du Bénin et Madagascar, et en mobilisant les données récentes de l'Afrobaromètre, les facteurs explicatifs semblent être différents d'un pays à l'autre. La pauvreté a une influence positive sur la participation politique informelle au Bénin, alors que le niveau d'éducation influe positivement sur la réunion communautaire à Madagascar.

A. Ekoutiamé Ahlin est affilié à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP), Cotonou, Bénin.

Nelly Rakoto-Tiana est affiliée à DIAL-IRD et l'Université de Paris XIII, France.

Ce papier a été préparé dans le cadre de la deuxième édition de l'Ecole du réseau Afrobaromètre qui s'est tenue à Cotonou en Février 2009. Nous tenons à exprimer particulièrement notre gratitude aux professeurs Léonard Wantchékon de New-York University, Jean-Michel Wachsberger et François Roubaud de DIAL pour leurs soutiens et précieux commentaires. Nos remerciements vont également à Hervé Akincho, aux participants à l'Ecole du réseau Afrobaromètre et à toute l'équipe de l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique.

1. Introduction

Dans la plupart des études empiriques qui ont trait au comportement politique, la participation politique se réfère habituellement à la participation aux élections, aux discussions avec les dirigeants ou les conseillers du gouvernement au niveau local ou encore aux discussions des questions politiques (Lipset 1994, Evans et Rose 2006, 2007, Bourguignon et Verdier 2000, Yadav 2000, Stasavage 2005a, 2005b). Cependant, dans un contexte africain, les discussions avec les chefs traditionnels et les réunions communautaires sont encore relativement importantes. On peut citer par exemple que respectivement 27% et 65% de la population au Bénin ont contacté un chef traditionnel et ont participé à une réunion communautaire au cours de l'année de référence de l'enquête Afrobaromètre *Round 4*. La proportion est respectivement autour de 29% et 68% au Ghana, 26% et 67% au Sénégal. De ce fait, on peut penser que cette mobilisation revêt une forme de participation politique au niveau local, qui reste peu développée dans les études empiriques relatives à l'Afrique. Une étude très récente de Bratton (2006) a évoqué la notion de participation politique informelle en Afrique. Celle-ci se réfère à la participation à des réunions communautaires et à des contacts avec des dirigeants dits informels, qui sont les dirigeants religieux, les autorités traditionnelles et d'autres personnes influentes au niveau local.

Dans les études empiriques relatives aux pays développés, la participation à des réunions communautaires, à des différentes organisations et associations ou l'appartenance à des réseaux sociaux est souvent appréhendée comme le capital social (Huckfeldt et La Due Lake 1998, Putnam 1995, Verba et al. 1995, Mutz 2002, McKenzie 2004). Les facteurs explicatifs de la participation politique formelle ont été largement analysés, et particulièrement la participation aux élections. Dans cette perspective, les études empiriques des pays développés ont essayé d'analyser le lien entre la participation électorale et le capital social, en examinant si le capital social influe positivement la participation politique formelle. Cependant, dans un contexte africain différent des pays développés, où les discussions avec des autorités traditionnelles restent importantes, les déterminants de cette participation politique informelle, ainsi que la relation éventuelle entre la participation politique formelle et informelle restent à analyser. Ceux qui recourent à des participations politiques informelles sont-ils les mêmes que ceux qui recourent à celle dite formelle ? Dans quelles conditions, les individus adoptent-ils la participation politique formelle et/ou informelle ? Cette participation politique informelle est-elle liée aux caractéristiques socio-économiques des individus ou du ménage ? Ce papier s'inscrit dans cette voie de recherche et tente d'analyser les déterminants de la participation

politique informelle, tout en examinant le lien entre la participation politique dite informelle et formelle.

Il a été souvent avancé que le niveau d'éducation ou le niveau de vie influence positivement la démocratie, l'attitude démocratique mais aussi la participation politique formelle, notamment la participation aux élections. Les pauvres et les moins éduqués y participent moins. Ces résultats ont été observés dans la plupart des pays développés (Bourguignon et Verdier 2000, Barry et al. 1996, Diamond 1999, Lipset 1994, Almond et Verba 1965, Verba et al. 1971), mais aussi dans les pays d'Afrique (Stasavage 2005a, 2005b, Evans et Rose 2006). Néanmoins, d'autres études comme celle de Yadav (2000) avance que les pauvres sont tout aussi, voire éventuellement plus susceptibles que les autres de participer aux élections, pour l'Inde. La relation positive entre le niveau de vie et la participation aux élections reste ainsi ambivalente, mais la participation politique dite formelle ne se réduit pas à la participation aux élections. Elle peut inclure la participation à des campagnes électorales, la participation à des actions collectives relatives à la politique, les discussions avec les représentants politiques, mais aussi les manifestations et les protestations (Bahry et Silver, 1990, Bratton 1999). En intégrant ces autres formes de participation politique, la différence entre les pauvres et les riches n'était pas observée, du moins dans l'étude avancée par Krishna (2002) en Inde. Dans quinze pays d'Afrique du réseau Afrobaromètre¹, Bratton (2006) a avancé dans ses études que les pauvres sont tout aussi enclins à contacter un conseiller du gouvernement local et à voter, mais ils sont aussi plus susceptibles de contacter un dirigeant informel, d'assister à une réunion communautaire que les autres. En d'autres termes, les pauvres sont plus enclins à recourir à la participation politique informelle. De ce fait, et en restant dans le contexte africain, on suppose dans ce papier que ce sont les moins éduqués et les pauvres qui ont plus tendance à recourir à la participation politique dite informelle.

Quant à la relation entre la participation politique formelle et la participation au niveau local de manière informelle, la littérature empirique se concentre surtout sur l'effet positif de cette dernière sur la participation électorale. Il a été souvent observé que les individus participant à

¹ Les résultats rapportés proviennent en majorité de l'enquête de 2002-2003.

une activité communautaire ou étant membre d'une organisation informelle², sont plus enclins à voter (Huckfeldt et La Due Lake 1998, Putnam 1995, Krishna 2002, Bratton 1999, Lim 2008, Mutz 2002). Dans ce papier, nous nous intéressons plutôt à identifier les caractéristiques des individus ainsi que les facteurs qui leur poussent à contacter à la fois les autorités traditionnelles et les représentants politiques. On peut supposer dans un premier temps que les pauvres et les moins éduqués recourent à une participation politique dite informelle et ils n'ont pas tendance à contacter un représentant politique. Dans un deuxième temps, on peut supposer que la défiance de la gouvernance locale, l'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie, l'absence de confiance envers les institutions politiques peuvent amener les individus à recourir aux formes de participation politique informelle. On peut supposer dans ce cas que l'amélioration de la gouvernance locale, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie augmentent la probabilité pour qu'un individu contacte un représentant politique au niveau local.

L'intérêt de ce travail est ainsi double. Premièrement, il vise à identifier ces facteurs qui pourraient expliquer la participation des individus dans ladite informelle, mais aussi ceux qui pourraient expliquer le comportement des individus qui participent à la fois lesdites informelles et formelles, par rapport à ceux qui sont désormais dans la participation informelle. Deuxièmement, identifier ces facteurs peut amener à améliorer la gouvernance locale. Il se peut que le recours à une participation politique informelle relève de la défiance de la gouvernance locale, ou elle peut être aussi liée aux caractéristiques socio-économiques des individus, notamment les pauvres, les moins éduqués, ou finalement ceux qui sont simplement insatisfaits de l'offre politique.

2. Présentation des données et statistiques descriptives

Pour la mise en œuvre de cette recherche, nous avons mobilisé les données de l'Afrobaromètre de la quatrième vague de 2008. C'est une série d'enquêtes nationales comparatives menées dans une vingtaine de pays africains. Elle vise à récolter l'opinion de la

² Dans les pays développés, la plupart des études empiriques évoquent l'organisation sociale ayant un but particulier (réseau professionnel...). Amérique Latine, Mexique, Asie (secteur informel et formel). Par contre, dans les autres pays comme en Inde, on évoque plutôt l'organisation paysanne en milieu rural, ou les autres formes de solidarité au niveau local (Krishna 2002).

population envers la qualité de la démocratie et la gouvernance, les différentes orientations politiques, la participation politique. L'échantillon est représentatif au niveau national et stratifié par zone rurale et urbaine. L'unité d'observation est l'individu et l'échantillon est composé de la population adulte de 18 ans et plus.

Par contre, nous n'avons pris que deux cas : Bénin et Madagascar. La trajectoire politique ainsi que les alternances démocratiques des deux pays sont en apparence semblable. Cela peut justifier le choix en supposant que ces caractéristiques pourraient a priori déterminer des rapports à la politique identiques, voire la participation politique des individus. D'un côté, les deux pays ont été des colonies françaises et ayant accédé à l'indépendance en 1960. Ils ont connu une longue période sous le régime socialiste, sous la direction de Kérékou au Bénin et de Ratsiraka à Madagascar. Ces deux personnalités ont laissé le pouvoir lors d'une transition démocratique (Kérékou en 1990 et Ratsiraka en 1991) par la suite. Cependant, elles sont revenues au pouvoir lors des élections présidentielles libérales (Kérékou/Ratsiraka en 1996), mais ils ont laissé de nouveau le pouvoir lors des élections présidentielles (Kérékou en 2006 et Ratsiraka en 2002). Les alternances démocratiques deviennent ainsi une réalité dans les deux pays (avec trois présidents différents en quatre élections organisées au Bénin, et un peu plus pour Madagascar). De l'autre, les indicateurs économiques usuels des deux pays se rapprochent. Madagascar est classé 143^{ème} en termes de niveau de développement humain en 2006, et Bénin 161^{ème}. Néanmoins, Bénin a légèrement un niveau économique plus élevé que Madagascar en termes de PIB par tête (508 dollars par tête contre 271 dollars en 2005)³. Quoiqu'il en soit les caractéristiques de leurs trajectoires politiques pourraient a priori déterminer des rapports à la politique identiques. Dans ce qui suit, nous présentons alors les indicateurs d'intérêt de notre analyse, suivi des quelques résultats préliminaires.

Participation politique informelle

Comme notre variable d'intérêt est la participation politique informelle, nous avons construit quelques indicateurs en se basant sur la définition de Bratton (1999, 2006) et celle de Krishna (2002).

³ Selon le rapport du Développement Humain du PNUD en 2007/2008.

La première variable indique si l'individu a participé au moins deux fois à une réunion de la communauté au cours de l'année précédant l'enquête⁴. La deuxième série de variables indique si l'individu a contacté les différents dirigeants informels pour discuter un problème de la communauté : contact avec un chef coutumier, contact avec un chef religieux et contact avec d'autres personnes influentes. Nous n'avons pas construit un indice synthétisant ces contacts avec les dirigeants informels, du fait que l'analyse des facteurs avance une corrélation faible entre les trois variables⁵. Pour la construction de ces trois variables, nous avons dû mobiliser deux séries de questions, l'une indique si l'individu a contacté chacun de ces dirigeants informels, et l'autre indique les raisons pour lesquelles ces dirigeants ont été contactés (parler d'un problème de la communauté ou parler d'un problème personnel). Lorsque les discussions ont porté sur des problèmes personnels, la variable d'intérêt prend la valeur 0 dans la mesure où c'est la participation de l'individu aux processus de décision et à la résolution du problème au niveau local qui nous intéresse. Il est à noter qu'une des limites des données est qu'il n'existe qu'une seule question sur la nature des discussions autant pour le contact avec le chef coutumier, chef religieux et autre personne influente : « *La dernière fois que vous avez rencontré ces leaders, étiez-vous allé discuter un problème de la communauté ou un problème personnel ?* » Par conséquent d'une part, nous ne pouvons que construire des variables dichotomiques à partir de celle-ci. En effet, nous ne sommes pas en mesure d'ordonner les individus suivant la nature de la discussion déclarée et la fréquence du contact avec chacun des dirigeants informels, même si cette dernière information est disponible. Il se peut que l'individu ait contacté plusieurs fois un chef coutumier pour un problème communautaire, mais seulement une fois pour un problème personnel. D'autre part, cette seule question pourrait aussi nous amener à surestimer la nature de la discussion déclarée par l'individu. Il se peut que l'individu ait contacté un chef coutumier pour un problème communautaire, mais un problème personnel pour un chef religieux. Néanmoins, comme il a été souligné que la corrélation entre les trois variables est faible, ceux qui ont contacté un chef coutumier ne sont pas forcément ceux qui ont aussi contacté un chef religieux.

⁴ Il est à noter que d'une façon générale pour toutes les variables construites, les non-réponses sont systématiquement exclues de l'analyse.

⁵ Cronbach's alpha est autour de 0.41 pour Madagascar et de 0.63 pour Bénin.

Participation politique formelle

Comme une des parties de cette recherche tente d'examiner les facteurs qui expliquent à fois la participation politique informelle et formelle, nous avons aussi construit des variables de participation politique formelle. L'enquête interrogeait les individus sur leur participation à la dernière élection. La comparaison entre les deux pays est cependant difficile du fait qu'il s'agit d'une élection régionale à Madagascar et d'une élection nationale pour le Bénin. De ce fait, l'enjeu des élections est différent d'un pays à l'autre. De plus, la participation politique ne se réduit pas à la participation aux élections, elle implique aussi la possibilité que les citoyens prennent part aux décisions au niveau local. De cette perspective et en se basant à la définition de certains auteurs (Bahry et Silver, 1990, Bratton 1999), nous avons retenu une variable relative aux contacts avec un représentant politique. La variable est dichotomique et prend la valeur 1 si l'individu a contacté au moins l'une des personnalités suivantes : un conseiller communal, un député de l'Assemblée nationale ou un officiel du gouvernement et d'en discuter un problème de la communauté, 0 sinon. Pour la construction de cette variable avec la limite des données, nous avons aussi dû mobiliser deux séries de questions, l'une indique si l'individu a contacté au moins un représentant politique, et l'autre indique les raisons pour lesquelles ce dirigeant a été contacté (parler d'un problème de la communauté ou parler d'un problème personnel).

L'appartenance à un parti politique aurait été aussi un indicateur de participation politique formelle (Kuenzi et Lambright 2005), mais il n'y avait pas une question directe attestant que l'individu est membre d'un parti politique. Une question sur l'identification de l'individu à un parti est présente, mais s'identifier à un parti n'assure pas la participation de l'individu au parti.

Indicateur du niveau de vie

Une des nos hypothèses consiste à supposer que les pauvres ont plus tendance à recourir à une participation politique informelle. Un indice de pauvreté vécue a été construit à partir d'une série de questions relatives aux flux de revenus et d'autres besoins ressentis : « au cours de l'année dernière, combien de fois vous êtes-vous trouvés ou votre famille, sans : (a) suffisamment de nourriture ; (b) suffisamment d'eau potable ; (c) médicament ou soins médicaux ; (d) suffisamment de combustible pour cuisiner ; et enfin (e) revenu monétaire. Plus de la moitié des malgaches ou béninois interrogés, respectivement 62% et 56%, ont déclaré n'ayant jamais de problème de combustibles pour cuisiner. Plus de 65% d'entre eux

ont déclaré avoir connu des pénuries de nourriture et de médicament (ce taux atteint 75% au Bénin pour ces problèmes d'accès aux soins). Les problèmes d'accès à l'eau potable concernent 61% des béninois, mais ne concernent que 37% des malgaches. Enfin, les problèmes liés au revenu semblent être répandus. Plus de 80% des interrogés ont déclaré avoir connu une fois au cours de l'année une insuffisance financière. De ce fait, il se trouve que les individus qui ont connu des difficultés à satisfaire un type de besoin se retrouvent aussi fréquemment confrontés à des difficultés à satisfaire un autre. Cette cohérence des variables nous a permis de construire l'indice de pauvreté⁶.

Quelques statistiques descriptives sont présentées dans les tableaux ci-dessous. L'objectif est de présenter quelques résultats préliminaires, la corrélation existant entre les caractéristiques socio-économiques des individus et leur participation politique informelle ou formelle.

Tableau 1a. Participation politique selon le niveau d'éducation, les difficultés financières et le milieu de résidence, Bénin 2008

En %	Participation politique informelle				Participation politique formelle	
	Réunion communautaire	Contact avec un chef coutumier	Contact avec un chef religieux	Autre	Contact avec un représentant politique	Election
Niveau d'éducation						
Non instruit	68,3	20,3	20,8	9,7	20,3	93,8
Primaire	63,9	13,1	19,1	14,6	25,1	92,0
Secondaire et +	62,4	14,3	21,8	14,3	25,5	88,2
Indice de pauvreté						
Très pauvre	68,9	18,0	22,5	13,0	22,8	92,8
Pauvre	63,5	15,8	18,5	10,1	25,5	92,0
Riche	57,9	15,4	18,8	11,5	25,1	90,3
Très riche	53,5	8,1	17,7	8,1	21,2	84,6
Milieu						
Rural	67,6	18,0	21,1	12,9	26,9	95,4
Urbain	61,7	14,1	20,2	12,1	18,2	85,7
Total	65,1	16,4	20,7	12,5	23,3	91,4

Source : Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs

Tableau 1b. Participation politique selon le niveau d'éducation, les difficultés financières et le milieu de résidence, Madagascar 2008

En %	Participation politique informelle				Participation politique formelle	
	Réunion communautaire	Contact avec un chef	Contact avec un chef religieux	Autre	Représentant politique	Election

⁶ L'indice a été construit à partir de l'analyse des correspondances multiples.

coutumier						
Niveau d'éducation						
Non instruit	86,8	6,7	0,7	3,1	3,4	67,7
Primaire	93,4	4,3	4,2	3,9	6,4	71,3
Secondaire et +	90,6	2,3	9,5	4,4	8,5	63,6
Indice de pauvreté						
Très pauvre	91,1	5,3	4,8	4,2	7,3	70,8
Pauvre	90,4	4,5	7,1	7,5	7,4	69,7
Riche	94,3	6,3	8,3	6,7	9,2	70,8
Très riche	93,1	2,6	9,3	5,1	10,0	70,1
Milieu						
Rural	91,3	4,8	5,1	4,0	7,5	70,0
Urbain	92,3	0,5	9,4	3,9	5,4	60,8
Total	91,6	3,7	6,2	4,0	6,9	67,7

Source : *Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs*

La situation des deux pays semble être très différente. Premièrement au Bénin, les moins éduqués, notamment ceux qui n'ont jamais été à l'école semblent plus susceptibles de participer à une réunion communautaire, et à contacter un chef coutumier. Ils sont autour de 20% d'avoir discuter avec un chef coutumier d'un problème communautaire, alors que la proportion est autour de 13% à 14% pour ceux qui ont au moins un niveau primaire. Cette corrélation entre le niveau d'éducation et le contact d'un chef coutumier est de prime abord significative, du moins par le test d'indépendance⁷. Par contre, ceux qui n'ont jamais été à l'école contactent moins une autre personne influente par rapport à ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé⁸. Cependant, le niveau d'éducation paraît influencer positivement sur le fait de contacter un représentant politique au niveau local. La proportion n'est que 20% pour les non-instruits, et elle est autour de 25% pour ceux qui ont au moins un niveau primaire⁹. De ce simple tableau descriptif, il semble que les moins éduqués ont plus tendance à contacter un chef coutumier et à participer à une réunion communautaire que les autres, et ils sont moins susceptibles de contacter un conseiller communal, un député de l'Assemblée nationale ou un officiel du gouvernement pour en discuter un problème communautaire au niveau local.

L'influence de la pauvreté sur la participation politique informelle paraît aussi positive. Les très pauvres participent beaucoup plus à une réunion communautaire que les riches

⁷ On rejette l'hypothèse d'indépendance entre les deux variables, et on accepte l'hypothèse alternative de corrélation entre les variables, et elle est significative à 5%.

⁸ La corrélation est significative à 5%, par le test de xhi-deux entre les variables « non-instruit » et « contact d'une autre personne influente ».

⁹ La corrélation est aussi significative à 5%.

notamment, respectivement 68% et 53%. De même, les pauvres s'adressent beaucoup plus au chef coutumier ou à une autre personne plus influente pour en discuter d'un problème communautaire par rapport à ceux qui sont mieux nantis. Par contre, les personnes pauvres semblent contacter beaucoup moins un représentant politique que les riches, mais la corrélation reste faible. Cependant, elles sont plus susceptibles d'aller voter que les riches, contrairement aux conclusions dans la plupart de la littérature, et ce constat va dans le sens de Bratton (2006).

La participation politique informelle entre le milieu rural et le milieu urbain apparaît différente. Ceux qui sont en milieu rural contactent beaucoup plus un chef coutumier, et ont aussi tendance à plus souvent participer à une réunion communautaire que ceux qui sont en milieu urbain. Ceci est peut-être aussi lié au fait que les chefs coutumiers se trouvent plus souvent en milieu rural. Par contre, il semble que ceux qui sont en milieu rural prennent beaucoup plus de contact avec les représentants politiques que ceux qui sont en milieu urbain, respectivement 26% et 18%. Ceci est peut-être dû au fait que les conseillers communaux se rapprochent beaucoup plus les ruraux que les urbains. En effet, si on se réfère à une question « *dans quelle mesure les conseillers communaux font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous ont à leur dire ?* », la proportion semble beaucoup plus élevée en milieu rural, 62% ont répondu que les conseillers communaux écoutent ce qu'ils ont à leur dire, alors qu'elle n'est que 57% en milieu urbain. La corrélation est significative à 5%.

La situation à Madagascar est très différente. D'un côté, la participation à des réunions communautaires est très fréquente puisque 91% de la population a déclaré y avoir participé au moins une fois. Cependant, si on observe la fréquence de la participation à une réunion communautaire, selon les modalités suivantes (a) jamais, (b) une ou deux fois ou quelques fois, (c) assez souvent, il en ressort que les très riches y participent plus fréquemment que les très pauvres (respectivement 60% et 44%). Quoiqu'il en soit, cette situation nous laisse penser que, la réunion communautaire semble être formalisée et généralisée à Madagascar. Ceci paraît lié au fait qu'une réunion au niveau des « *fokontany* » les petits villages, se tient assez souvent. Cette caractéristique de la réunion communautaire à Madagascar peut-être en effet liée à la dimension de la solidarité au sein du village¹⁰.

¹⁰ Historiquement, à l'origine du « *fokontany* » qui est une unité administrative de base dotée de pouvoirs et de compétences spécifiques, se trouve le « *fokonolona* ». Ce dernier est une forme traditionnelle d'organisation de la vie collective sur une base communautaire et territoriale (à l'origine villageoise) impliquant une étroite

Contrairement aux autres pays d’Afrique où le contact avec un chef coutumier concerne 10% à 20% de la population¹¹, il est très faible à Madagascar puisque le taux est autour de 4%. Les contacts avec les chefs religieux sont peu fréquents (6%) et sont plus souvent pour régler un problème personnel (15%) que pour un problème de la communauté (6%).

La participation politique formelle reste aussi moins élevée à Madagascar par rapport à celle observée au Bénin. Elle se traduit par un plus faible taux de participation électorale et des contacts moins fréquents avec les représentants politiques au niveau local. Cette situation est peut-être liée au manque d’intérêt pour les affaires publiques où il est à l’ordre de 42% au niveau national à Madagascar, alors que le taux est plus faible 31% au Bénin.

3. Les déterminants de la participation politique informelle

Les résultats préliminaires montrent que pauvreté et faiblesse de l’éducation influencent positivement la participation politique informelle au Bénin. A Madagascar, les résultats ne confirment cependant pas cette analyse ce qui nous incite à pousser plus avant l’analyse des déterminants de la participation dans les actions politiques au niveau local. Notre premier objectif consiste donc à tester si les pauvres et les moins éduqués ont plus tendance à contacter les dirigeants informels. Cependant, nous allons introduire dans un deuxième temps des variables liées à la qualité de l’offre politique (satisfaction vis-à-vis de la démocratie, confiance dans les institutions politiques, satisfaction vis-à-vis de l’attitude des dirigeants). L’hypothèse sous-jacente suppose que l’insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie et la qualité de l’offre politique peut pousser les individus à recourir aux formes de participation politique informelle. A cette fin, l’estimation économétrique d’un modèle estimant une équation de participation à une réunion communautaire, de contacter un chef coutumier, un chef religieux et une autre personne influente sera présentée dans ce qui suit.

collaboration entre ses membres. Cette organisation traditionnelle revêt une importance particulière qui détermine au fil des années les solidarités au sein du village. Les différents régimes politiques ont essayé d’institutionnaliser au fil des années cette organisation. Les « *fokonolona* » du village choisissent ainsi directement les instances dirigeantes du « *fokontany* », qui est l’unité administrative de base à Madagascar. (Andrianjafy-Andriamanindrisoa 20004).

¹¹ Si on se réfère aux données de l’Afrobaromètre Round 4 de 2008, 23% de la population au Burkina Faso ont contacté un chef coutumier pour en discuter un problème communautaire, 16% au Ghana, 15% au Nigeria, 19% au Sénégal, 13% en Uganda. Néanmoins, il en est beaucoup plus faible en Tanzanie et au Sud-Afrique, respectivement 5% et 6%.

Un modèle logit simple est à estimer, et où les variables dépendantes sont dichotomiques (cf. la définition de la participation politique informelle dans la section 2). Rappelons que la limite des données ne nous a pas permis de recourir à un logit ordonné. Quant aux variables explicatives, dans un premier temps, elles ont trait aux caractéristiques individuelles (âge, sexe, indice de pauvreté, niveau d'éducation, zone d'habitation). Dans un deuxième temps, nous allons rajouter les variables qui ont trait à la qualité de l'offre politique : la perception de la confiance envers les institutions politiques, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie, mais aussi la perception de l'attitude des dirigeants. Particulièrement, pour cette dernière variable, on a utilisé la question « dans quelle mesure les personnes suivantes font-elles de leur mieux pour écouter ce que les gens comme vous ont à leur dire ? ». Elle prend la valeur 1 si l'individu estime qu'il y a une absence d'effort envers le dirigeant, 0 sinon. L'objectif vise ici à tester notre hypothèse que la probabilité de recourir à une participation politique informelle peut être liée à une satisfaction vis-à-vis des dirigeants au niveau local. Mais, nous allons aussi introduire des variables liées au désintérêt aux affaires publiques ou les effets du soutien de la démocratie. Dans ce deuxième modèle, nous essayons aussi de contrôler l'estimation par les variables indicatrices de la religion et de l'ethnie. Ces variables sont différentes d'un pays à l'autre. Elles ont été construites selon les ethnies ou les groupes de religion relativement importants. Pour Bénin, l'ethnie a été regroupée en cinq classes : Fon (30%), Adja (17%), Bariba (11%), Yourba (12%) et les autres ; la religion en cinq classes : catholique (35%), religion traditionnelle (14%), évangélique (10%), musulman (18%) et les autres religions. Pour Madagascar, l'ethnie a été regroupée en quatre classes : Merina (27%), Betsileo (18%), Betsimisaraka (13%) et les autres ; la religion en quatre classes : catholique (37%), luthérien (14%), quaker/amis (21%) et les autres religions.

Comme il fallait s'y attendre dans le modèle de base, les pauvres sont plus susceptibles de contacter un chef coutumier au Bénin, et de participer à une réunion communautaire. Le coefficient reste significatif, même si on a contrôlé le modèle en introduisant d'autres variables dans l'estimation de la réunion communautaire. Par contre, le niveau d'éducation n'est plus vraiment un facteur explicatif de la participation politique informelle, même si le coefficient est négatif, il n'est plus significatif. Quant aux autres caractéristiques individuelles, l'âge agit positivement sur toutes les formes de participation politique informelle, et les hommes ont plus tendance à y participer que les femmes. Il en ressort des variables liées à la qualité de l'offre politique que plus les individus n'ont pas confiance à l'assemblée nationale ou à la commission électorale, plus ils ont tendance à contacter un chef

coutumier. Pourtant en toute logique, plus les individus se sentent moins écoutés par cette autorité traditionnelle, moins ils ont tendance à la contacter, mais aussi à participer à une réunion communautaire. Quant à la variable relative à la perception de l'attitude du conseiller communal, le sens des coefficients va dans le sens de notre hypothèse, mais il n'est pas significatif. Pour finir, l'appartenance à une ethnie détermine aussi la participation politique informelle au Bénin. Les *Fon* ont plus tendance à contacter un chef coutumier, ou un chef religieux, tandis que les *Adja* participent beaucoup moins à des réunions communautaires.

Tableau 2a. Déterminants de la participation politique informelle, Bénin 2008

	Chef coutumier		Chef religieux		Autre dirigeant		Réunion communautaire	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Caractéristiques individuelles								
Primaire ^(a)	-0.383 (1.74)*	-0.234 (0.95)	-0.101 (0.51)	-0.137 (0.60)	0.391 (1.63)	0.432 (1.63)	-0.119 (0.70)	-0.225 (1.10)
Secondaire	-0.227 (1.05)	-0.086 (0.33)	0.109 (0.57)	0.104 (0.47)	0.307 (1.24)	0.363 (1.32)	-0.189 (1.14)	-0.250 (1.27)
Age	0.027 (4.24)***	0.026 (3.41)***	0.011 (1.90)*	0.009 (1.24)	0.009 (1.36)	0.003 (0.39)	0.024 (4.11)***	0.020 (2.79)***
Homme	0.860 (4.82)***	0.721 (3.51)***	0.533 (3.47)***	0.453 (2.56)**	0.871 (4.32)***	0.648 (2.96)***	0.567 (4.18)***	0.472 (2.95)***
Salarie	0.231 (1.18)	-0.010 (0.04)	0.114 (0.64)	-0.069 (0.33)	0.331 (1.57)	-0.106 (0.43)	0.600 (3.50)***	0.361 (1.80)*
Indice de pauvreté	0.075 (2.08)**	0.042 (1.01)	0.051 (1.62)	0.015 (0.44)	0.072 (1.84)*	0.040 (0.91)	0.102 (4.02)***	0.111 (3.73)***
rural	0.244 (1.39)	0.210 (1.04)	0.055 (0.36)	0.125 (0.70)	0.030 (0.16)	-0.031 (0.14)	0.272 (2.06)**	0.244 (1.58)
Ethnie^(b)								
Fon		0.643 (2.46)**		0.606 (2.60)***		0.520 (1.78)*		-0.324 (1.44)
Adja		-0.145 (0.43)		-0.303 (1.03)		-0.786 (1.78)*		-0.694 (2.79)***
Bariba		-0.337 (0.88)		-1.005 (2.73)***		-0.640 (1.46)		0.111 (0.39)
Yourba		0.159 (0.47)		0.015 (0.05)		0.207 (0.63)		0.018 (0.07)
Religion^(c)								
Religion traditionnelle		0.517 (1.63)		0.047 (0.15)		0.427 (1.07)		0.321 (1.15)
Musulman		0.307 (0.84)		0.219 (0.70)		0.545 (1.36)		-0.256 (0.93)
Catholique		-0.058 (0.19)		-0.119 (0.44)		0.048 (0.14)		0.304 (1.28)
Evangelique		-0.081 (0.21)		0.625 (2.01)**		-0.140 (0.32)		0.003 (0.01)
Caractéristiques liées à l'offre politique								

Désintéret envers les affaires publiques	-0.101 (0.46)	-0.357 (1.86)*	-1.011 (3.57)***	-0.659 (4.13)***
Soutien de la démocratie	0.452 (1.58)	0.075 (0.32)	0.481 (1.53)	0.197 (0.95)
Insatisfaction envers la démocratie	0.268 (0.65)	0.011 (0.03)	-0.300 (0.57)	-0.066 (0.21)
<i>Absence de confiance envers :</i>				
Conseiller communal	-0.723 (2.46)**	-0.163 (0.63)	-0.280 (0.80)	-0.158 (0.68)
Assemblée nationale	0.708 (2.49)**	0.428 (1.72)*	0.188 (0.52)	0.004 (0.02)
Président de la république	-0.369 (1.05)	-0.395 (1.33)	-0.251 (0.59)	-0.261 (0.94)
Commission électorale	0.534 (2.10)**	0.023 (0.10)	0.355 (1.19)	0.120 (0.54)
Parti au pouvoir	-0.270 (0.98)	-0.493 (2.00)**	-0.476 (1.43)	-0.170 (0.73)
Partis d'opposition	-0.140 (0.61)	0.139 (0.68)	-0.388 (1.41)	0.058 (0.31)
<i>Absence d'écoute des gens :</i>				
Conseiller communal	0.266 (1.18)	0.076 (0.38)	0.000 (0.00)	-0.287 (1.44)
Autorité traditionnelle	-0.833 (4.05)***	-0.401 (2.14)**	-0.299 (1.29)	-0.455 (2.52)**
Constant	-3.143 (9.54)***	-3.486 (5.49)***	-2.113 (7.08)***	-1.858 (3.58)***
			-3.161 (8.57)***	-2.782 (4.58)***
				-0.609 (2.31)**
Observations	1173	964	1177	968
			1176	967
				1171
				965

Robust z statistics in parentheses

Seuil de significativité : *à 10%, **à 5%, ***à 1%

(a) Base : non instruit

(b) Base : autres ethnies

(c) Base : autres religions

Sources : Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs

Tableau 2b. Déterminants de la participation politique informelle, Madagascar 2008

	Chef coutumier		Chef religieux		Autre dirigeant		Réunion communautaire	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Caractéristiques individuelles								
Primaire ^(a)	-0.174 (0.47)	-0.985 (1.07)	1.612 (2.18)**	17.221 (.)	0.215 (0.53)	-0.449 (0.65)	0.993 (3.53)***	-0.164 (0.14)
Secondaire	-0.023 (0.06)	-1.475 (1.40)	2.530 (3.43)***	18.309 (40.67)***	0.476 (1.12)	-0.453 (0.61)	0.470 (1.55)	-0.710 (0.64)
Age	0.029 (3.38)***	0.044 (2.17)**	0.018 (2.42)**	0.013 (1.03)	0.018 (2.33)**	0.016 (1.29)	0.021 (2.48)**	0.048 (3.00)***
Homme	0.195 (0.72)	-0.771 (1.46)	-0.081 (0.37)	-0.037 (0.11)	0.247 (0.99)	0.205 (0.57)	0.638 (2.87)***	-0.236 (0.61)
Salarie	-0.114 (0.42)	1.039 (1.91)*	-0.152 (0.68)	-0.441 (1.30)	0.033 (0.12)	0.089 (0.24)	0.841 (3.86)***	0.865 (1.99)**
Indice de pauvreté	0.032 (0.59)	-0.002 (0.03)	-0.047 (1.04)	-0.009 (0.15)	-0.046 (0.88)	0.026 (0.35)	-0.029 (0.62)	0.160 (1.95)*
rural	1.896 (3.18)***	1.460 (2.46)**	0.163 (0.63)	0.313 (0.90)	0.593 (1.90)*	0.686 (1.83)*	-0.046 (0.18)	0.831 (1.88)*
Ethnie^(a)								
Merina		-3.132 (2.93)***		0.060 (0.15)		-0.230 (0.46)		-0.611 (1.14)
Betsileo		-0.835 (1.44)		0.210 (0.47)		0.802 (1.76)*		0.337 (0.44)
Betsimisaraka				-1.242 (1.55)		0.193 (0.31)		-1.306 (2.24)**
Religion^(c)								
Catholique		-0.343 (0.42)		-0.137 (0.29)		-0.515 (1.10)		0.028 (0.05)
Lutherian		0.069 (0.09)		0.979 (1.99)**		0.460 (0.92)		-1.225 (1.86)*
Quaker/amis		0.949 (1.38)		0.123 (0.25)		-0.334 (0.57)		0.234 (0.34)
Caractéristiques liées à l'offre politique								
Désintéret envers les affaires publiques		-1.419 (1.54)		0.134 (0.31)		-0.310 (0.73)		-0.007 (0.02)
Soutien de la démocratie		1.249 (1.51)		1.057 (1.99)**		1.244 (2.04)**		0.562 (1.13)

Insatisfaction envers la démocratie	1.982 (3.08)***			-0.802 (1.78)*		0.440 (1.04)		-0.621 (1.18)
<i>Absence de confiance envers :</i>								
Conseiller communal	1.589 (2.25)**			-0.642 (0.80)		0.381 (0.56)		0.175 (0.20)
Assemblée nationale	-0.572 (0.72)			-0.147 (0.21)		-1.683 (1.98)**		0.787 (0.84)
Président de la république	0.604 (0.50)			1.639 (2.40)**		0.510 (0.72)		0.201 (0.22)
Commission électorale	-2.074 (2.51)**			-0.378 (0.47)		-0.953 (1.28)		0.835 (1.25)
Parti au pouvoir	0.696 (0.77)			-0.922 (1.27)		0.854 (1.48)		-1.006 (1.87)*
Partis d'opposition	0.613 (1.03)			0.295 (0.80)		0.240 (0.67)		-0.068 (0.16)
<i>Absence d'écoute des gens :</i>								
Conseiller communal	-1.363 (2.37)**			0.253 (0.67)		-0.172 (0.41)		0.260 (0.58)
Autorité traditionnelle	1.440 (1.82)*			-0.410 (0.68)		-0.280 (0.46)		-0.311 (0.52)
Constant	-5.830 (7.66)***	-5.238 (3.90)***	-5.258 (6.14)***	-21.682 (24.63)***	-4.500 (7.32)***	-3.810 (3.66)***	0.447 (0.98)	1.436 (1.09)
Observations	1266	435	1312	527	1294	520	1309	527
Robust z statistics in parentheses								
Seuil de significativité : *à 10%, **à 5%, ***à 1%								
(a) Base : non instruit								
(b) Base : autres ethnies								
(c) Base : autres religions								

Sources : Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs

A Madagascar, rappelons que la participation informelle est très faible, sauf la participation à des réunions communautaires. Néanmoins, les plus éduqués ont plus tendance à plus contacter un chef religieux et à participer à une réunion communautaire que les moins éduqués. Quant à notre hypothèse de relation entre la pauvreté et la participation politique informelle, elle semble être infirmée au cas de Madagascar. La pauvreté ne détermine aucune forme de participation politique informelle au niveau local. Cependant, on peut juste souligner que plus les individus sont insatisfaits de la démocratie, et qu'ils n'ont pas confiance envers le conseiller communal, plus ils sont susceptibles de se retourner envers les autorités traditionnelles.

4. Participation politique informelle versus formelle

Dans l'analyse précédente, nous avons essayé d'identifier les facteurs qui pourraient bien influencer la participation politique informelle. Cependant, il serait plus intéressant de voir les différents rapports entre les différentes formes de participation politique informelle et formelle. Il semble que les pauvres participent de façon informelle au Bénin, mais les plus éduqués à Madagascar, et que cette participation politique informelle paraît une forme de compensation à l'inefficacité de l'offre politique. Dans ce cas, sous quelles conditions un individu qui est dans « l'informel » est-il susceptible de contacter un représentant politique au niveau local, mais aussi dans l'autre sens sous quelles conditions un individu qui est déjà dans « le formel » est-il aussi susceptible de contacter les dirigeants informels ? Est-ce lié à ses caractéristiques individuelles, à son degré de confiance envers les institutions politiques, ou lié à la gouvernance des autorités locales ? Pour la mise en œuvre de cette analyse, les individus ont été regroupés dans des classes en distinguant ceux qui ne participent que dans « l'informel », ceux qui ne recourent à aucune participation politique, ceux qui ne participent que dans « le formel », et ceux qui participent dans « l'informel et dans le formel ». Des modèles logit multinomiaux sont à estimer par la suite, qui seront présentées dans ce qui suit. Ils nous permettent d'avoir la probabilité pour un individu d'appartenir à son groupe plutôt qu'à un groupe de référence.

Concrètement pour chaque pays, les groupes ont été créés et classifiés selon les différentes formes de participation politique dite informelle et formelle. D'un côté pour le cas du Bénin :

(a) la première classe est composée d'individus qui ont uniquement contacté un chef coutumier, un chef religieux ou un autre dirigeant informel, ou ont participé à des réunions communautaires, cette première classe représente 47,1% de la population ;

(b) la deuxième classe regroupe les individus qui n'ont participé à aucune forme de participation politique, elle représente 29,2% de la population ;

(c) la troisième classe regroupe les individus qui ont contacté des dirigeants informels ou ont participé à des réunions communautaires, mais aussi ont contacté un représentant politique. Elle concerne 21% de la population. Cette classe regroupe ainsi les individus qui recourent à la fois à la participation politique dite informelle et formelle, et elle servira de référence dans le modèle logit multinomial.

(d) et enfin la dernière classe est composée d'individus qui ont uniquement contacté un représentant politique. Elle ne concerne que 1,7% de la population.

Par contre pour le cas de Madagascar, trois classes ont été définies :

(a) la première classe est composée d'individus qui ont uniquement contacté un chef coutumier, un chef religieux ou un autre dirigeant informel, ou ont participé à des réunions communautaires. Cette première classe représente 83,8% de la population, rappelons que la réunion communautaire est très développée à Madagascar ;

(b) la deuxième classe regroupe les individus qui n'ont participé à aucune forme de participation politique, elle représente 7,4% de la population ;

(c) la troisième classe regroupe les individus qui ont contacté des dirigeants informels ou ont participé à des réunions communautaires, mais aussi ont contacté un représentant politique. Elle concerne 8% de la population. Cette dernière classe sert aussi de référence dans le modèle logit multinomial.

La classe qui regroupe ceux qui ne participent que dans « le formel » a été exclue de l'analyse, du fait qu'elle ne représente que 0,5% de la population, à la différence de celle du Bénin.

De façon très simple, le modèle est construit suivant l'idée suivante. On cherche à estimer un modèle de la forme :

$$Pr [y_i = j] = e^{x_i \beta_j} / \sum_{l=1}^m e^{x_i \beta_l} \text{ où } j = 1 \text{ à } 4$$

où il va expliquer l'appartenance d'un individu i à chaque classe j compte tenu de ses caractéristiques x_i . A priori, à chaque variable explicative sont associés quatre paramètres, dans notre cas, où chacun mesure l'effet de la variable sur l'appartenance à l'une des quatre classes. Cependant, on ne va pas entrer dans les détails mathématiques, mais on est obligé de choisir une catégorie de référence où on va annuler tous les paramètres associés à cette catégorie. C'est la condition d'identification du modèle. La conséquence principale de devoir imposer cette condition est que le modèle mesure l'effet d'une variable explicative non pas sur la probabilité d'appartenir à une classe donnée, mais sur la probabilité d'appartenir à la classe plutôt qu'à la classe de référence. De ce fait et dans ce qui suit, il est à noter qu'une variable explicative à coefficient négatif s'interprète de la façon suivante : elle diminue la probabilité pour que l'individu soit dans sa classe que plutôt dans la classe de référence. En d'autres termes, le coefficient augmente plutôt la probabilité d'être dans la classe de référence que dans la classe donnée.

Tableau 3a. Probabilité de recourir à une participation politique informelle et formelle (logit multinomial), Bénin 2008

	1 ^{er} modèle			2 ^{ème} modèle		
	Uniquement Participation informelle	Aucune Participation politique	Uniquement Participation formelle	Uniquement Participation informelle	Aucune Participation politique	Uniquement Participation formelle
Caractéristiques individuelles						
Primaire ^(a)	-0.190 (0.91)	-0.014 (0.06)	0.296 (0.55)	-0.076 (0.32)	0.147 (0.53)	0.687 (1.27)
Secondaire	-0.432 (2.08)**	-0.115 (0.51)	-0.816 (1.21)	-0.476 (2.02)**	-0.130 (0.48)	-0.464 (0.73)
Age	-0.008 (1.34)	-0.025 (3.34)***	-0.033 (1.75)*	-0.014 (1.94)*	-0.025 (2.76)***	-0.017 (0.89)
Homme	-0.709 (4.22)***	-1.165 (6.25)***	-0.495 (1.08)	-0.684 (3.67)***	-1.059 (4.91)***	-0.794 (1.65)*
Salarie	-0.247 (1.35)	-0.689 (3.17)***	-1.906 (1.80)*	-0.027 (0.12)	-0.319 (1.23)	-1.314 (1.20)
Indice pauvreté	0.009 (0.27)	-0.091 (2.60)***	-0.206 (2.50)**	0.021 (0.55)	-0.079 (1.94)*	-0.169 (2.09)**
Rural	-0.539 (3.21)***	-0.664 (3.63)***	-0.222 (0.43)	-0.477 (2.52)**	-0.699 (3.31)***	-0.370 (0.61)
Ethnie^(b)						
Fon				-0.488 (1.89)*	-0.034 (0.11)	-0.284 (0.41)
Adja				-0.087 (0.27)	0.823 (2.29)**	-0.128 (0.16)
Bariba				0.293 (0.89)	0.183 (0.48)	0.739 (1.09)
Yourba				-0.069 (0.24)	0.069 (0.20)	-31.714 (50.25)***
Religion^(c)						
Catholique				-0.402 (1.19)	-0.662 (1.73)*	-0.375 (0.34)
Lutherian				-0.860 (2.49)**	-0.363 (0.94)	-0.571 (0.61)
Quaker/amis				-0.347 (1.18)	-0.677 (2.04)**	-0.429 (0.49)
Catholique				-0.208 (0.57)	-0.527 (1.27)	0.493 (0.51)

Caractéristiques liées à l'offre politique

Désintéret envers affaires publiques				0.624 (2.81)***	1.187 (4.92)***	0.569 (1.04)
Soutien de la démocratie				-0.081 (0.32)	-0.212 (0.74)	-0.332 (0.57)
Insatisfaction de démocratie				-0.022 (0.06)	-0.076 (0.17)	0.465 (0.45)
<i>Absence de confiance envers :</i>						
Conseiller communal				0.364 (1.22)	0.515 (1.61)	0.099 (0.13)
Assemblée nationale				-0.051 (0.17)	-0.019 (0.06)	-0.768 (0.93)
Président de la république				-0.417 (1.23)	-0.298 (0.77)	0.736 (0.69)
Commission électorale				0.222 (0.85)	-0.067 (0.23)	0.498 (0.79)
Parti au pouvoir				0.345 (1.27)	0.544 (1.72)*	0.154 (0.21)
Partis d'opposition				-0.290 (1.28)	-0.389 (1.51)	-0.588 (0.92)
<i>Absence d'écoute des gens</i>						
Conseiller Communal				0.418 (1.99)**	0.640 (2.48)**	-0.898 (1.46)
Autorité traditionnelle				0.358 (1.75)*	0.665 (2.80)***	1.330 (1.98)**
Constant	2.056 (6.45)***	2.329 (6.43)***	-0.627 (0.71)	2.122 (3.80)***	1.392 (2.24)**	-0.859 (0.67)
Observations	1169	1169	1169	963	963	963

 Robust z statistics in parentheses

Classe de référence : classe où les individus participent à la fois à celle dite informelle et formelle

Seuil de significativité : *à 10%, **à 5%, ***à 1%

(a) Base : non instruit

(b) Base : autres ethnies

(c) Base : autres religions

 Sources : Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs

Tableau 3b. Probabilité de recourir à une participation politique informelle et formelle (logit multinomial), Madagascar 2008

	1 ^{er} modèle		2 ^{ème} modèle	
	Uniquement Participation informelle	Aucune Participation politique	Uniquement Participation informelle	Aucune Participation politique
Caractéristiques individuelles				
Primaire ^(a)	-0.451 (1.10)	-1.416 (2.89)***	-0.307 (0.37)	-0.080 (0.06)
Secondaire	-1.118 (2.57)**	-1.498 (2.91)***	-0.472 (0.56)	0.096 (0.07)
Age	-0.031 (4.65)***	-0.050 (4.65)***	-0.040 (3.58)***	-0.091 (4.46)***
Homme	-0.559 (2.53)**	-1.228 (3.97)***	-0.170 (0.50)	0.124 (0.24)
Salarie	-0.300 (1.34)	-1.182 (3.84)***	-0.458 (1.32)	-1.284 (2.32)**
Indice pauvreté	-0.009 (0.20)	0.025 (0.39)	-0.084 (1.22)	-0.261 (2.47)**
Rural	-0.351 -0.451	-0.388 -1.416	-0.469 -0.307	-1.420 -0.080
Ethnie^(b)				
Merina			0.493 (1.08)	0.985 (1.39)
Betsileo			-0.585 (1.46)	-0.997 (1.16)
Betsimisaraka			0.613 (0.93)	1.731 (1.97)**
Religion^(c)				
Catholique			0.417 (0.94)	0.356 (0.48)
Lutherian			0.720 (1.32)	1.785 (2.04)**
Quaker/amis			0.050 (0.10)	-0.394 (0.46)

Caractéristiques liées à l'offre politique				
Désintérêt envers			1.442	1.531
affaires publiques			(2.85)***	(2.31)**
Soutien de la			-0.318	-0.645
démocratie			(0.91)	(1.22)
Insatisfaction de			-0.862	-0.023
démocratie			(2.20)**	(0.03)
<i>Absence de confiance envers :</i>				
Conseiller			-1.006	-1.734
communal			(1.83)*	(1.26)
Assemblée			0.793	0.159
nationale			(1.08)	(0.13)
Président de la			-0.464	-0.494
république			(0.68)	(0.42)
Commission			0.174	-0.765
électorale			(0.35)	(0.81)
Parti au pouvoir			0.425	1.235
			(0.78)	(1.59)
Partis			-0.467	-0.532
d'opposition			(1.55)	(1.00)
<i>Absence d'écoute des gens</i>				
Conseiller			1.354	1.100
Communal			(3.81)***	(1.91)*
Autorité			-1.369	-1.160
traditionnelle			(3.24)***	(1.47)
Constant	5.118	4.625	4.493	3.435
	(8.40)***	(6.18)***	(3.89)***	(2.00)**
Observations	1307	1307	528	528

Robust z statistics in parentheses

Classe de référence : classe où les individus participent à la fois à celle dite informelle et formelle
Seuil de significativité : *à 10%, **à 5%, ***à 1%

(a) Base : non instruit
(b) Base : autres ethnies
(c) Base : autres religions

Sources : Afrobaromètre 2008, calculs des auteurs

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de ces tableaux. Pour Bénin, d'un côté la pauvreté diminue significativement la probabilité d'être dans la classe dite « uniquement participation politique formelle » que dans la classe de référence. De l'autre, la pauvreté diminue aussi significativement la probabilité d'être dans le groupe qui n'a participé à aucune forme de participation politique. En d'autres termes, les pauvres ont moins tendance à contacter uniquement les représentants politiques et les conseillers du gouvernement ou à rester inactifs. Ils sont plutôt plus enclins à contacter à la fois des dirigeants informels et les conseillers du gouvernement local. Ce qui rejoint en partie les conclusions de Bratton (2006). Il a avancé que les pauvres sont plus susceptibles de contacter un conseiller du gouvernement autant qu'ils sont tous aussi susceptibles de contacter un dirigeant informel. Pour Madagascar, le niveau d'éducation est un déterminant significatif de la participation politique informelle et formelle. Plus l'individu est éduqué, plus il est susceptible de contacter autant les dirigeants informels et les représentants politiques que de rester inactifs ou uniquement dans « l'informel ».

La perception de l'attitude des dirigeants au niveau local détermine aussi significativement la participation politique informelle et formelle autant pour Bénin et Madagascar. En effet, plus les individus se sentent moins écoutés par le conseiller communal, moins ils ont tendance à le contacter, plus ils recourent à une participation politique informelle ou à ne recourir à aucune forme de participation politique. Le désintérêt des individus envers les affaires publiques restent aussi un facteur explicatif de la participation politique informelle. Les coefficients sont significatifs pour les deux pays.

5. Conclusion

Partant de la réalité en Afrique, les réunions communautaires et les discussions avec les autorités traditionnelles semblent être encore relativement importantes. On suppose que cette mobilisation au niveau local revêt une autre forme de participation politique dite informelle, contrairement à la participation politique formelle évoquée habituellement dans la littérature. Ce papier a ainsi essayé d'analyser les déterminants de cette participation au niveau local, mais aussi les facteurs qui pourraient amener un individu qui recourt à ladite participation informelle vers la participation politique formelle, au cas de Bénin et Madagascar.

Tout d'abord, on est parti de l'hypothèse que la participation politique informelle concerne beaucoup plus les pauvres et les moins éduqués. On arrive à une conclusion qui est différente et spécifique à chaque pays. Les pauvres ont effectivement tendance à contacter les autorités traditionnelles et à participer aux réunions communautaires au Bénin. A Madagascar, ce sont plutôt les plus éduqués qui sont plus susceptibles de contacter un chef religieux et de participer à une réunion communautaire. De cette première analyse, la participation politique de manière informelle est alors différente du contexte d'un pays à l'autre. Si les chefs coutumiers sont manifestement présents au Bénin, les populations pauvres s'engagent facilement de contacts avec eux face à un problème communautaire. Par contre à Madagascar, les autorités traditionnelles sont relativement moins présentes, mais la réunion communautaire constitue une importante mobilisation au niveau local. Seulement, celle-ci concerne autant les populations à niveau de vie différent.

Par la suite, on a tenté d'analyser les facteurs qui pourraient aussi amener les différentes classes d'individus à contacter à la fois les autorités informelles et les représentants du gouvernement local. Il en ressort dans les cas des deux pays qu'une mauvaise perception de l'attitude des conseillers communaux amène les individus à ne pas contacter un représentant du gouvernement local. Ils recourent plutôt à des participations politiques dites informelles. Il en ressort des résultats aussi que être pauvre augmente la probabilité d'être dans la classe des individus qui contactent à la fois un représentant du gouvernement et une autorité traditionnelle pour Bénin.

De cette analyse, la participation politique informelle revêt d'une importance pour les pauvres quant à son engagement au quotidien dans la vie politique au niveau local, au cas du Bénin. La prise en compte d'une telle forme de participation politique dans la prise de décision pourrait aider les décideurs et les représentants politiques à améliorer beaucoup plus la gouvernance locale. Et, d'un autre côté améliorer l'attitude des représentants du gouvernement local pourraient amener les individus à participer beaucoup plus à la vie politique de manière formelle.

Bibliographie

- Almond et Verba (1965), "The civic culture: political attitudes and democracy in five nations: an analytical study", Boston, Little Brown.
- Andrianjafy-Andriamanindrisoa (2004), "Economie populaire, territoires et développement à Madagascar : les dimensions historiques, économiques et socioculturelles du *fokonolona*. Etudes de cas : la commune rurale de Masindray et la commune urbaine d'Anosibe". Université Catholique de Louvain, mimeo
- Bahry D. et Silver B. (1990), "Soviet citizen participation on the eve of democratization", *American Political Science Review*, 8(3) pp.821-847.
- Bourguignon F. et Verdier T. (2000), "Oligarchy, democracy, inequality and growth", *Journal of Development Economics* 62(2), pp.285-313.
- Bratton M. (1999), "Political participation in a new democracy: institutional considerations from Zambia", *Comparative Political Studies* 32(5), pp.549-588.
- Bratton M. (2006), "Populations pauvres et citoyenneté démocratique en Afrique", *Afrique contemporaine*, n°220.
- Diamond L. (1999) "Developing Democracy: toward consolidation". Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Evans et Rose (2006) "Support for democracy in Malawi: does schooling matter?", Afrobarometer Working Paper, n°57.
- Evans et Rose (2007) "Education and support for democracy in Sub-Saharan Africa: testing mechanisms of influence", Afrobarometer Working Paper, n°75.
- Huckfeldt R. et La Due Lake R. (1998) "Social capital, social networks, and political participation", *Political Psychology* 19(3), pp.567-584.
- Krishna A. (2002) "Enhancing political participation in democracies: what is the role of social capital?", *Comparative Political Studies* 35(4), pp.437-460.
- Kuenzi et Lambright (2005) "Who votes in Africa? An examination of electoral turnout in 10 african countries", Afrobarometer Working Paper, no.51

- Lim C. (2008) "Social networks and political participation: how do networks matter?", *Social Forces* 87(2), pp.962-982.
- Lipset S.M (1994) "The social requisites of democracy revisited: 1993 Presidential address", *American Sociological Review*, 59(1), pp.1-22.
- Mattes R. (2008) "South Africans' participation in local politics and government", *Critical Perspectives on Southern Africa*, 66/67, pp.117-141.
- McKenzie B. (2004) "Religious social networks, indirect mobilization, and African-American political participation", *Political Research Quarterly*, 57(4), pp.621-632.
- Mutz D. (2002), "The consequences of cross-cutting networks for political participation", *American Journal of Political Science* 46(4), pp.838-855.
- Putman R. (1995), "Bowling alone: America's declining social capital", *The Journal of Democracy*, 6(1), pp.65-78.
- Stasavage D. (2005a), "Democracy and primary school attendance: aggregate and individual level evidence from Africa", Afrobarometer Working Paper, n°54.
- Stasavage D. (2005b), "Democracy and education spending in Africa", *American Journal of Political Science*, 49(2), pp.343-358.
- Verba et al. (1995) "Beyond SES: a resource model of political participation", *American Political Science Review*, 89(2), pp.271-294.
- Yadav Yogendra (2000), "Understanding the Second Democratic Upsurge: Trends of Bahujan Participation in Electoral Politics in the 1990s", in Francine Frankel, Zoya Hasan, Rajeev Bhargava and Balveer Arora (eds.) *Transforming India : Social and Political Dynamics of Democracy*, Oxford University Press, p.120-145.